

## Le JEFTA : un message pour Washington et Pékin

Tribune

18 juillet 2017

Par [Barthélémy Courmont](#)

Le sommet du G20 de Hambourg ne fut pas un succès. Ceux qui espéraient un retour des Etats-Unis dans l'Accord de Paris ont rapidement déchanté devant la détermination de Donald Trump ; et derrière de longues rencontres entre les dirigeants des grandes puissances et un engagement commun contre le terrorisme, ce sommet ne restera pas dans les annales. Au niveau commercial, aucune avancée notable et des difficultés illustrées par les velléités protectionnistes de Donald Trump.

Prenant presque à contre-courant les impasses que l'actualité politique et commerciale nous impose, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, le président du Conseil européen Donald Tusk et le Premier ministre japonais Shinzo Abe annoncèrent la veille des rencontres de Hambourg, à l'occasion d'un sommet Union européenne (UE)-Japon, un accord de principe sur un accord de libre-échange entre l'UE et le Japon, désigné sous le sigle de JEFTA (*Japan-Europe Free Trade Agreement*). Si cet évènement fut peu médiatisé, il s'agit tout de même de l'accord commercial le plus important jamais signé par l'UE. Et chaque milliard d'euros d'exportations vers le Japon, troisième partenaire commercial de l'UE, supporte par ailleurs 14 000 emplois en Europe, estime la Commission. Il s'agit donc d'un accord majeur, beaucoup plus important que le CETA avec le Canada par exemple.

Le JEFTA est aussi et surtout un message très clair adressé à Washington et à Pékin. En abandonnant le TPP (*Trans Pacific Partnership*) en dépit des efforts d'Abe Shinzo pour l'en dissuader, Donald Trump a laissé le Japon orphelin. En se montrant hostile au TAFTA (accord UE - Etats-Unis), le président américain semble vouloir refermer des négociations qui ont duré des années et imprime sa volonté de privilégier un protectionnisme commercial renforcé. Avec le FEFTA, dont les négociations durent depuis quatre ans et dont il convient malgré tout de signaler qu'elles ne sont pas terminées, l'UE réussit le tour de force d'apparaître comme le champion du libre-échange et de récupérer un accord avec une puissance commerciale de premier plan, par ailleurs troisième économie mondiale et connue pour ses droits de douane particulièrement élevés. Côté chinois, on se réjouit depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump du retrait progressif des Etats-Unis de la scène économique et commerciale asiatique et Pékin n'a pas tardé à récupérer les anciens membres du TTP. Le Japon, pour des raisons multiples, était le plus réticent à répondre aux sirènes de la Chine, et les dirigeants chinois gageaient sans doute sur un épuisement progressif de son voisin, qui aurait fini par frapper à sa porte. Le JEFTA est une réponse par la négative et la promesse d'une ouverture vers l'Europe de la deuxième puissance asiatique. Nul doute d'ailleurs que l'échec du TTP et les craintes liées à l'hégémon chinois en Asie orientale ont joué un rôle important dans la volonté de Tokyo de trouver un accord rapidement avec Bruxelles. Et les partenaires européens ont bien saisi pour leur part l'opportunité offerte par ces réajustements politico-économiques.

Voir le lien : <http://www.iris-france.org/97252-le-jefta-un-message-pour-washington-et-pekini/>

## **Lutte contre le VIH : des progrès malgré des situations alarmantes dans certaines régions**

Interview

24 juillet 2017

Le point de vue de [Anne Sénéquier](#)

*ONU Sida a publié un rapport jeudi 20 juillet sur l'état des lieux de l'épidémie du VIH dans le monde*<sup>[1]</sup>.

*Le point de vue du Dr Anne Sénéquier, chercheuse associée à l'IRIS.*

### **Globalement, ce rapport apporte-t-il de bonnes nouvelles dans la lutte contre le VIH ?**

Ce rapport marque le mi-parcours du défi 90-90-90 lancé il y a 3 ans de ça, avec pour objectif d'atteindre 73% de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH ayant une charge virale indétectable en 2020. Ce chiffre revient à obtenir 90% des personnes vivant avec le VIH connaissant leur statut, 90% de ces personnes ayant accès au traitement et enfin 90% d'entre elles ayant une charge virale indétectable. Sept pays ont déjà atteint ces objectifs, dont des pays à revenus faibles et intermédiaires (Botswana, Cambodge). Cela signifie que l'écart – jusqu'à présent important - entre les pays à hauts revenus et ceux à faibles revenus commence à se réduire, et que l'objectif de mettre fin à l'épidémie du Sida pour 2030 n'est plus une utopie. C'est la vraie bonne nouvelle.

Ce n'est pas la seule. Le taux de mortalité lié au Sida a été divisé par deux depuis 2005. On assiste également à une accélération du dépistage et du traitement avec davantage de pays et villes qui proposent un traitement dès le diagnostic, comme le préconise l'Organisation mondiale de la santé (OMS). On a une approche plus globale de la maladie, ce qui a permis une baisse mondiale de 48% des décès liés au Sida entre 2010 et 2016, ainsi qu'une baisse de 16% des nouvelles infections. Pour la première fois, la moitié des personnes vivant avec le VIH dans le monde ont accès à un traitement antirétroviral, ce qui est clef dans les nouvelles politiques de lutte contre le Sida.

L'approche globale a permis l'émergence de divers partenariats. Ceux avec la société civile permettent de mener des projets innovants pour atteindre des populations – notamment jeunes, masculines et rurales - que l'on n'arrive pas à cibler avec des programmes nationaux. Par exemple, le projet « Sustainable East Africa Research in Community Health » (SEARCH) en Ouganda et au Kenya qui a obtenu de vraies victoires. Des partenariats avec l'industrie pharmaceutique ont également permis l'encadrement du prix de test de dépistage des charges virales. Enfin, l'initiative « Ville Fast-Track » initiée à Paris et qui compte aujourd'hui plus de 200 villes à travers le monde où l'on réfléchit à des approches novatrices, et accès universels aux soins.

**Selon le rapport, la situation reste alarmante en Afrique de l'Ouest et centrale, Moyen-Orient/Afrique du Nord et surtout en Europe de l'Est et en Asie centrale. Comment expliquer la vulnérabilité de ces zones ?**

Les raisons sont certes différentes selon les régions, mais certains facteurs sont convergents. Parmi eux figurent ceux liés aux systèmes de santé : problème d'accès aux soins, lacunes dans la chaîne d'approvisionnement de médicaments, manque de financement, manque de professionnel de santé qualifié/sensibilisé au VIH... La discrimination et la stigmatisation des patients séropositifs peuvent encore être très présentes et sont toujours des obstacles majeurs à l'accès aux soins. Il est alors compliqué pour certains patients d'avoir confiance en un système de soins qui les marginalise, ce qui retarde encore le diagnostic/le traitement/la prévention secondaire... un cercle vicieux dont il est difficile de sortir.

Au niveau de la trithérapie, on pose deux problématiques. La disponibilité et le prix. Même si le traitement est disponible, la question reste épineuse quand il est question de faire un choix entre la trithérapie ou la nourriture pour la famille.

Le manque de sensibilisation des populations aux problématiques sanitaire et du VIH en particulier reste un problème majeur de ces régions. Notamment chez les jeunes, avec une mauvaise compréhension du VIH et de son mode de transmission. Les fausses croyances et la peur du virus sont également impliquées dans l'augmentation des nouveaux cas et un retard dans leur prise en charge.

Concernant l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale en particulier, le rapport met en avant une faible utilisation de la trithérapie, puisque 28% seulement des patients VIH sont sous traitement et seulement 22% des patients sous traitement ont une charge virale indétectable.

Le test de dépistage VIH est encore confidentiel (12% en Azerbaïdjan, 26% en Georgie ) parmi les patients toxicomanes, c'est aussi le cas dans une moindre mesure dans la communauté homosexuelle et chez les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes : 57% en Ukraine.

Dans certains pays, les lois pénalisant l'homosexualité, la possession de drogue découragent les populations cibles dans leurs recherches de soins autant préventif que curatif. Enfin il est important de noter qu'en 2016, 81% des nouvelles infections au VIH sont dévolues au seul pays de la Russie.

**Quelles sont les perspectives futures dans la lutte contre le VIH ?**

Il est primordial d'avoir une approche plurisectorielle. La prévention primaire fait le focus sur la limitation des cas de nouvelles infections : Éducation à la santé, notamment les jeunes de 15 à 24 ans (qui ont parfois à tort banalisé le Sida en maladie chronique) et les hommes, message de prévention, sensibilisation dans les populations cibles...

Ensuite, la prévention secondaire met l'accent sur la suppression de la charge virale chez les personnes vivant avec le VIH. Les études ont effectivement montré qu'avoir une charge virale indétectable protège le patient, mais aussi ses partenaires sexuels, ce qui limite donc la transmission du virus. C'est pourquoi on recommande aujourd'hui de commencer le traitement dès le diagnostic.

Il est également nécessaire de faire tomber les obstacles. Et c'est l'affaire de tout le monde. Il est question de normes de genre, inégalités sociales, difficulté accès aux

soins, entrave à l'éducation, discrimination du séropositif, homophobie... À travers les divers partenariats et programmes évoqués, il s'agit d'harmoniser les politiques de santé et les législations au niveau mondial afin d'améliorer l'accès aux soins pour tous les patients. Il est en effet utopique de penser que l'on puisse éradiquer le VIH sans que tous les pays et continents n'avancent main dans la main, car l'épidémiologie nous a prouvé maintes fois qu'elle n'a que faire de la géographie.

Enfin, le quatrième pilier concerne l'aspect recherche et développement afin d'améliorer la tolérance et l'efficacité de la trithérapie. Aujourd'hui, de nombreuses résistances émergent (à l'image des résistances aux ATB) et cela risque de devenir un enjeu de demain. La recherche continue de travailler également sur un vaccin que l'on rêve aussi bien thérapeutique que préventif.

[1] [http://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/Global\\_AIDS\\_update\\_2017\\_en.pdf](http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/Global_AIDS_update_2017_en.pdf)

Voir le lien : <http://www.iris-france.org/97393-lutte-contre-le-vih-des-progres-malgre-des-situations-alarmantes-dans-certaines-regions/>

## **Window of opportunity closes on Cyprus reunification**

*The failure of Cyprus talks leaves Turkey's formal accession process with the EU hanging by a thread.*

Last week talks for the reunification of Cyprus collapsed, dimming hope for a settlement on the island ethnically divided along Turkish and Greek zones since 1974. Of all the international disputes diplomats like to call “frozen conflicts,” Cyprus is among the oldest, with a buffer zone cutting across its capital and endless rounds of international diplomacy going back for almost half a century.

On Friday, the United Nations secretary general António Guterres announced, “I’m very sorry to tell you that despite the very strong commitment and engagement of all the delegations and different parties ... the conference on Cyprus was closed without an agreement being reached.” He did not signal whether a new round of diplomacy would come any time soon – if at all.

In all likelihood, it will be very difficult to go back to the same drawing board - the idea of creating a “bi-zonal, bi-communal federation” with equal citizenship to Turkish and Greek Cypriots and a European Union membership card.

At the 10-day summit in the Swiss resort of Crans-Montana, the final deal-breaker was a clash about security arrangements on the island, where Turkey and Greece have been designated for decades as “guarantors” for the two communities.

Roughly 30,000 Turkish troops have been stationed there since Turkey intervened in 1974 to protect Turks following ethnic violence after a coup by supporters of union with Greece. Unsurprisingly, the nature of this military presence is strongly contested; it is considered an “occupation” by Greeks and a “peace operation” by Turks.

Last week, negotiations over future arrangements for the withdrawal or otherwise of these troops resulted in a late night shouting match, according to Reuters, with Greek and Greek Cypriot officials accusing Turkey of derailing the talks by insisting on keeping troops, albeit in reduced numbers. Turks said they had showed plenty of flexibility, and that abolishing their role as protectors of Turkish Cypriots was out of the question.

“Close, but not close enough,” lamented UN special envoy Espen Barth Eide, who has led months of intense diplomacy for reunification.

The result is all the more disappointing because, for a brief moment, the UN-brokered negotiations had looked promising, with Western diplomats talking about a “window of opportunity” to reach a historic settlement.

Three factors made this latest round more favorable. Firstly, both Nicos Anastasiades, elected president of Cyprus in 2013, and Mustafa Akinci, elected president of the breakaway Turkish republic in 2015, both favoured reunification. Secondly, after the success of Turkey’s migration deal with Brussels, Ankara saw in a Cyprus deal the possibility to re-energise Turkey’s EU bid. And thirdly, the discovery of new gas fields off Cyprus, with the potential for lucrative Turkish-Cypriot-Israeli [energy partnerships](#), created an added impetus for all sides.

Sure enough, in direct talks last year, the two leaders agreed on many of the details of a final settlement, including a rotating presidency. But in the end it was the

impasse on long-term security arrangements – the part that involves mainland Turkey and Greece – that proved insurmountable.

Cyprus, of course, is not just about Cyprus – it is critical to Turkey's future relations with Europe. In 2004, Cyprus entered the European club, thereby making the decades long conflict an internal EU matter. That same year, current Turkish president Recep Tayyip Erdogan (then the prime minister) enthusiastically backed a UN-sponsored referendum, with the hope that a Cyprus settlement would pave the way for Turkey's accession talks with the European Union.

But, along the way, Ankara has turned inward-looking and authoritarian, while Europeans have hidden behind the Cyprus dispute to stall Turkey's accession. Between 2004 and 2017, Ankara was only able to open 16 out of 35 accession chapters, with many blocked because of the Cyprus issue.

Today, with Turkey's relations with Europe so tepid, it is difficult to envision a return to the former zeal for reunification. "We will continue efforts for a settlement within different parameters," Turkey's foreign minister Mevlut Cavusoglu wrote on Twitter, suggesting that Turkey may be abandoning efforts to create a unitary state. Feeling increasingly distant from the West and shunned by the EU, Ankara no longer feels motivated to push for a united Cyprus.

The failure of talks leaves Turkey's formal accession process with the EU hanging by a thread. Already the European Parliament has twice voted to suspend Turkey's accession negotiations on human rights grounds, and, without a Cyprus deal, it will be tougher to get the parliament's approval on the proposed modernisation of Turkey's customs union agreement with Europe. "Since Cyprus is already a member state, there will inevitably be more criticism and the language on occupation from the EU institutions" said a senior European diplomat.

Going back to square one means Cyprus lobbying Brussels for a firm position on the removal of Turkish troops and Ankara seeking to ease the isolation of Turkish Cypriots by striving for a Taiwan-like status (trade but no recognition) for the breakaway republic. Formal annexation of the island by Turkey is unlikely, but tensions are likely to rise later this summer when several energy companies who have signed deals with the Cypriot government start drilling. This is something Ankara has warned against, arguing that hydrocarbons belong to both communities.

In a few weeks, UN negotiator Eide will brief the U.S. Security Council on whether there is any point in continuing talks. Many international observers note that keeping large numbers of UN peacekeepers on a buffer zone on the island will not be tenable in the long run and that the two sides would at least have to agree to the physical partitioning of the island.

Sadly, in the end, that may be all that they can agree on.

Voir le lien :

[http://www.ecfr.eu/article/commentary\\_window\\_of\\_opportunity\\_closes\\_on\\_cyprus\\_reunification\\_7212](http://www.ecfr.eu/article/commentary_window_of_opportunity_closes_on_cyprus_reunification_7212)

## **Direction Djibouti : et la Chine envoya des troupes dans sa première base militaire outre-mer**

L'installation d'une base militaire chinoise à Djibouti constitue une première pour la Chine : elle s'installe là à une position stratégique au côté des autres nations (USA, France, Japon...).

*Tu la vois ma superpuissance ?*

Publié le 13 Juillet 2017



**Atlantico : Qu'est-ce que cette installation dit de l'ambition mondiale chinoise ?**

**Jean-Vincent Brisset** : Comme de nombreuses autres initiatives depuis la fin de l'ère Mao, l'installation d'une base militaire à l'étranger est l'un des éléments qui marquent la sortie du « splendide isolement » de l'Empire du Milieu. Ce mouvement s'est accéléré depuis quelques années, en particulier depuis la tenue des Jeux Olympiques de 2008 et de l'exposition universelle de 2010. Longtemps, la Chine Populaire a été le seul membre permanent du Conseil de Sécurité à ne pas disposer d'installation militaire permanente « affichée » dans un pays étranger hors conflit.

Cette implantation, outre sa justification technico-opérationnelle, est donc une manifestation supplémentaire de la volonté de Pékin de se positionner comme l'une des très grandes puissances. Sur un plan plus anecdotique, mais qu'il ne faut pas négliger, elle était aussi devenue incontournable depuis que le Japon s'était implanté, devançant Pékin, à Djibouti.

**Quel est l'intérêt de Djibouti pour une grande puissance ? Pourquoi Djibouti plutôt qu'Aden, place stratégique de l'Empire britannique ?**

La position géographique de Djibouti justifie, à elle seule, son intérêt pour une grande puissance à vocation mondiale. Située au débouché de la Mer Rouge, elle voit passer à proximité 40% du trafic maritime mondial. L'intérêt s'est d'ailleurs amplifié quand la piraterie a pris des proportions inquiétantes dans la région, au point d'inquiéter tous les grands pays et de les pousser à prendre des mesures communes inédites. Pour la Marine chinoise, impliquée assez rapidement, ces opérations ont d'ailleurs été un révélateur, en particulier des problèmes de la tenue à la mer sur de longues durées. Le point d'appui le plus proche dont disposaient les forces de Pékin était alors le port de Gwadar, au Pakistan, situé trop loin du théâtre d'opérations. La Chine s'est donc livrée, tout comme l'a fait le Japon, à une recherche des points d'appui possibles. Aden, longtemps la principale place forte de la région, ne présentait plus les garanties géopolitiques nécessaires et les installations n'étaient plus adaptées. Oman n'avait rien de mieux à offrir. Djibouti présentait l'avantage d'être, depuis longtemps, « habituée » à la présence de militaires étrangers et de disposer d'installations, portuaires et aéroportuaires, de bonne qualité. Par ailleurs, le gouvernement local était tout à fait disposé à accorder des facilités de stationnement en échange de loyers qui constituent une part importante des revenus de la République.

Pour la Chine, Djibouti présente aussi l'intérêt d'être un élément de plus dans le « Collier de Perles », devenu « Route de la Soie Maritime », qui s'étend des rivages chinois au port d'Athènes. On est maintenant dans une logique de développement de la puissance basée sur des points d'appui le long d'un axe, route de la soie maritime ou terrestre, sans volonté de conquête de territoires lointains. Ces points d'appui peuvent devenir des pôles d'une puissance qui se manifeste autrement que par l'étendue d'un territoire colonisé.

### **Cette installation est-elle la preuve que la Chine est-elle en train de prendre le pas sur l'Occident militairement et qu'elle entend marquer son influence au-delà de sa zone "naturelle" ?**

Les progrès qualitatifs de l'outil militaire chinois peuvent paraître spectaculaires. Ils le sont avant tout dans le domaine des matériels, maritimes en particulier, mais de manière inégale ce qui nuit à la fiabilité globale. Mais ce sont surtout le manque de culture opérationnelle et de nombreuses pesanteurs font que de lourdes réformes seront encore nécessaires pour rendre compétitive (ou menaçante) l'ensemble de l'Armée Populaire de Libération. Pékin vient d'annoncer que les effectifs actuels, environ 2,3 millions d'hommes (contre 4 millions quelques années plus tôt) allaient être encore réduits vers 1 million d'hommes, ce qui en dit long.

Pendant des années, on a pu se demander si la Chine Populaire souhaitait devenir une puissance mondiale ou si elle allait se contenter de redevenir la superpuissance régionale qu'elle a été ou rêvé d'être suivant les époques. Le fait d'être une puissance mondiale comporte des avantages, mais suppose aussi beaucoup d'obligations, dont celle de se conformer à des règles communes imposées par l'extérieur, ce que Pékin déteste. Depuis 1949 et pour rester sur le plan militaire, on a ainsi pu constater la différence entre une implication régionale forte et directe (Guerre de Corée, Inde, Vietnam) et des positions beaucoup plus discrètes sur des théâtres plus lointains. Pendant longtemps, l'aide aux mouvements anti-Occidentaux a surtout été rhétorique et s'est limitée, dans la pratique, à la fourniture d'équipements de base aux guérillas ou à des régimes peu fréquentables. La



participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU se cantonnait aussi à l'envoi d'observateurs ou de troupes n'ayant pas vocation à l'engagement.

La volonté d'exister militairement en dehors du cercle des anciens vassaux et des territoires dont la Chine dit avoir été spoliée par les « Traités Inégaux » s'exerce davantage aujourd'hui. Elle s'est limitée à ce jour à la protection directe des intérêts chinois. L'implantation à Djibouti relève davantage de cette option que de la volonté de montrer sa puissance aux Occidentaux. Par contre, la montée en puissance dans l'environnement immédiat est très visible, en particulier en Mer de Chine du Sud, mais s'affirme aussi de nouveau aux confins de l'Inde.

Voir le lien : <http://www.atlantico.fr/decryptage/direction-djibouti-et-chine-envoya-troupes-dans-premiere-base-militaire-outr-mer-jean-vincent-brisset-3109505.html>

## **Disparition de Liu Xiaobo : la dissidence par les mots**

**Le lundi 17 juillet 2017**

**Il était le plus célèbre visage de la dissidence chinoise. À 61 ans, Liu Xiaobo s'est éteint, emporté par un cancer du foie.**

Dans son pays, Liu Xiaobo est le symbole de la résistance pacifique et non-violente à l'oppression du pouvoir au parti unique. « Subvertir le système du mensonge par la vérité », telle était la mission de celui qui a passé sa vie à faire progresser les droits en Chine, à se battre pour la liberté d'expression et pour la démocratie.

En 1989, pour avoir organisé l'évacuation pacifique de la place Tian'anmen et sauvé une centaine de vies, le héraut chinois de la désobéissance civile est emprisonné pendant un an et demi. Le début d'un long cauchemar carcéral pour cet intellectuel, ennemi public numéro 1 du régime communiste. En 2008, avec 303 personnalités chinoises, il rédige la « *Charte 08* », un manifeste qui prône le respect de l'humain et des droits civils dans un pays où règnent la censure et l'oppression. Deux ans après avoir été condamné à 11 ans de prison pour « *incitation à la subversion de l'État* », il reçoit le prix Nobel de la paix. La récompense reposait sur une chaise vide devant un parterre qui acclamait le grand absent de la cérémonie.

Né en 1955 à Changchun, dans la province de Jilin, de parents intellectuels communistes, il est reconnu comme un grand militant des droits de l'homme partout dans le monde. Mais il était avant tout un ancien étudiant en lettres devenu professeur d'université accompli ; un insatiable lecteur devenu écrivain prolifique et dérangeant, parce qu'il a osé ausculté avec minutie son pays et son temps.

Tour à tour, poète, philosophe, critique et essayiste, celui qu'on surnommait le « *Soljenitsyne chinois* » est l'auteur de nombreuses publications, dont sa plus célèbre, *La Philosophie du porc et autres essais* (publié en 2011 chez Gallimard dans une traduction de Jean-Philippe Béja). Dans cet ouvrage préfacé par Václav Havel, il critique avec virulence ce qu'il appelle « *la philosophie du porc* », à savoir cette tendance des intellectuels chinois à se laisser corrompre par le parti.

Dans *Vivre dans la vérité* (recueil de textes traduits par Jean-Philippe Béja, Jérôme Bonnin, Hervé Denès, Guilhem Fabre, Marie Holzman, Geneviève Imbot-Bichet, Célia Lévi et Jean Lévi, chez Gallimard, en 2012), Liu Xiaobo multiplie les angles pour dépeindre cette Chine qui, selon lui, « *avance à grands pas vers le pire des capitalismes népotiques* ». Les titres de ses textes en disent déjà long sur ses positions politiques : « *Les condamnations pour écrits et le secours de l'opinion publique* », « *La propriété d'Etat de la terre est l'arme absolue permettant les expulsions et les démolitions forcées* », « *Le syndrome des médailles d'or olympiques et l'instrumentalisation des Jeux olympiques par le Parti communiste chinois* ».

Mais comme pour l'auteur banni l'insurrection est toujours aussi poétique, il finit avec quarante pages de poèmes, dédiées à son épouse ou à la mémoire des morts du 4 juin 1989, durant lesquelles il crie son désarroi : « *Entre fleurs fraîches et tanks / S'éteint le siècle passé / Reste une obscurité sanglante / Le commencement du nouveau siècle / Sans la moindre lueur de vie.* ».

Ruben Levy

Voir le lien : <http://www.magazine-litteraire.com/hommage/disparition-de-liu-xiaobo-la-dissidence-par-les-mots>